

*Vœux à la jeunesse et aux forces de l'engagement*

*Paris – Maison de la Radio – Lundi 11 janvier 2016*

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Monsieur le Défenseur des Droits,

Monsieur le Président de RADIO FRANCE,

Je vous remercie de nous accueillir ici, dans ce lieu magnifique, pour revenir sur des événements dramatiques et en même temps, donner de l'espérance notamment à cette génération qui est là, qui veut prendre sa place, qui intervient et qui s'engage.

Il y a un an, jour pour jour, nous défilions. Nous étions des millions partout en France pour manifester notre attachement à la liberté, à la République et montrer notre volonté de vivre ensemble, tous ensemble.

Ces pas que vous avez faits, vous les jeunes de France, étaient parfois les premiers d'un engagement. C'était la première fois que vous alliez dans les rues de Paris ensemble, avec d'autres, pour vous opposer au fanatisme. Vous vouliez aussi, d'une certaine façon, dire ce que vous voulez pour votre pays. Un pays aimé du monde entier pour ses valeurs, pour sa culture, pour ses idéaux ; un pays qui parfois doute de lui-même mais qui sait se lever d'un bond chaque fois que l'essentiel est en jeu. Alors, vous avez défilé.

Il y a toujours un moment dans une génération, dans une vie, où des événements décident pour vous-même, où il faut choisir, où il faut s'engager. Pour votre génération, c'est venu avec des drames, avec des épreuves, avec des tragédies ; d'abord au mois de janvier, quand des journalistes ont été assassinés parce qu'ils étaient libres, quand des policiers ont été tués parce qu'ils avaient l'uniforme de la République, et quand des juifs ont été tués parce qu'ils étaient juifs.

Puis, il y a eu d'autres drames, d'autres tragédies au mois de novembre, où des Français ont été tués parce qu'ils étaient Français. Il n'y avait plus de distinction d'origine, de parcours, de couleur ; il y avait simplement l'horreur. Alors là-aussi, d'une autre façon, vous vous êtes levés pour dire que vous vouliez être solidaires des familles des victimes, leur faire l'hommage qui était attendu, celui de la Nation et en même temps vous engager encore, toujours, pour que nous puissions faire bloc, non pas pour nous défendre simplement, pour nous protéger, ce qui est nécessaire mais pour nous projeter, pour être une Nation qui continue d'avancer ; qui sait ce qu'elle est, ce qu'elle a été, son histoire, et en même temps ce qu'elle doit être. Vous en avez tiré une conclusion, de manière très différente les uns et les autres, c'est qu'il fallait être ensemble. Un engagement peut être individuel mais il n'a de sens que s'il est partagé.

Je parle aujourd'hui... Il y a eu la disparition de David BOWIE qui, pour ma génération, a pu représenter aussi un moment, une évocation de ce que pouvait être la liberté, au moins sur le plan musical. Il avait eu cette formule, en disant que chacun, à un moment dans sa vie, pouvait être un héros, un héros d'un seul jour mais un héros. Il ne s'agit pas de demander à tous les jeunes citoyens d'être des héros, mais tout simplement de prendre leur part à l'acte que nous posons ensemble aujourd'hui : celui de s'engager.

L'année 2015, elle a été bouleversante ; mais elle a été aussi déterminante pour votre génération et pour la France. Elle nous a éprouvés mais elle nous a renforcés. Dans ce moment difficile, nous avons vu qu'il n'y avait pas de Nation sans la participation des citoyens, sans leur engagement.

S'engager, c'est être utile deux fois, pour soi et pour les autres.

S'engager, c'est une volonté, plus qu'un devoir, c'est une décision plus qu'une obligation, c'est une fierté plus qu'une nécessité.

Ce n'est pas la première fois que notre pays fait face à une tragédie, à une épreuve, à une agression. Victor HUGO avait écrit dans *Les Misérables* des mots tellement justes qu'ils résonnent jusqu'ici : « Tenter, braver, persister, persévérer, étonner la catastrophe par le peu de peur qu'elle nous fait, tenir bon ». Ce message-là n'a rien perdu de sa force. Il doit nous inspirer aujourd'hui.

Alors, il faudra nous rassembler pour être à la hauteur face aux guerres, aux intolérances, à ce qu'elles provoquent de drames – je pense aux réfugiés – face aux défis climatiques, aux catastrophes, à la pauvreté, à la solitude, au désespoir. A un moment ou à un autre, il faut prendre ses responsabilités. D'abord bien sûr ceux qui ont vocation à diriger les pays et donc le monde ; c'est aux responsables politiques d'être les premiers à prendre les bonnes décisions. Mais cela ne suffit pas. Il faut aussi que les uns et les autres, les citoyens, prennent leur destin en main. Le monde de demain sera celui que vous ferez. En quittant 2015, nous n'entrons pas simplement dans une autre année, nous basculons dans un monde nouveau. Et les choix que nous devons faire aujourd'hui ne sont pas simplement des décisions pour les deux-trois ans qui viennent, non, ce sont des choix qui vont durer, sans doute pour les décennies à venir.

Ce combat, c'est le vôtre, jeunes de France, quand certains attirent par le sang et la haine et n'offrent comme idéal que celui de mourir au nom d'un dieu trahi. Vous, vous devez préférer la fureur de vivre pour cette Nation, votre Nation, qui vous a vu naître ou que vous avez choisie. Vous êtes des militants de la citoyenneté ; une citoyenneté exigeante et conquérante.

C'est la raison pour laquelle, j'ai fait de la jeunesse la priorité de mon quinquennat. Depuis maintenant plus de trois ans, avec le Gouvernement, nous avons fait du budget de l'Education nationale le premier de l'Etat. Nous avons multiplié les

emplois d'avenir, introduit la garantie jeune, facilité l'accès au logement, permis également de construire pour les étudiants, des moyens pour poursuivre leur formation, augmenté les bourses, facilité l'accès à ERASMUS pour les jeunes apprentis et pour que la mobilité soit une chance. Mais cela ne suffit pas. Nous devons continuer, poursuivre et faire de l'éducation la première volonté d'une Nation. C'est notre devoir – et je salue ici les enseignants et les élèves qui sont rassemblés pour cette soirée de l'engagement.

La France est singulière par son Histoire, par sa culture mais elle l'est aussi par sa démographie. L'Europe vieillit à une exception près : la France. La France connaît une vitalité ; la jeunesse de France est nombreuse.

Notre premier devoir donc, c'est de lui faire confiance et de lui faire la place qu'elle attend. Nous, nous croyons parce que c'est aussi notre tradition et aussi notre obligation, au progrès, c'est-à-dire à l'idée que chaque génération va pouvoir vivre mieux que la précédente. Alors que, je le sais, le sentiment d'une partie de la jeunesse, c'est d'être sacrifiée et ce sentiment nous est insupportable. Nous devons prendre des décisions dans l'intérêt des générations futures, refuser de transmettre le fardeau de la dette, investir massivement dans la connaissance, engager la transition énergétique, écologique, voilà les choix qui ont été faits.

Faire confiance à la jeunesse, c'est aussi lui permettre de s'engager. De s'engager pour elle-même, pour le pays et pour l'idéal que nous portons.

A tous ceux qui souhaitent s'engager, je veux donc, avec le Gouvernement, leur offrir cette possibilité. Je dis bien à tous.

L'engagement, c'est un chantier présidentiel que je souhaite aussi durable qu'une construction d'acier et de verre parce que ce monument est fait de matériaux humains – de générosité, de solidarité, et parce que sa hauteur n'a d'autre limite que celle que nous lui fixerons. Ce monument a vocation à résister au scepticisme, au fatalisme, au défaitisme, contre tous ceux qui usent la volonté humaine avant même qu'elle ne soit mise en mouvement.

Ensemble, nous allons donc bâtir une citoyenneté vivante. Il vaut mieux commencer tôt. Nous allons donc mettre en place un parcours citoyens généralisé. La ministre de l'Éducation a déjà pris un certain nombre de décisions. Ce parcours commencera dès l'élémentaire jusqu'à la terminale, avec un objectif : transmettre aux élèves les valeurs de la République et les moyens de s'accomplir dans le respect des autres. Tout élève suivra 300 heures d'enseignement moral et civique sur l'ensemble de la scolarité pour développer l'esprit critique – il y en a besoin même si certains l'ont déjà libéré !, donner des outils pour qu'il puisse y avoir une analyse de l'information, une compréhension de la société et nous aurons également la volonté de développer des stages, ces fameux stages de fin de 3ème que les élèves de collège connaissent bien et qui devront être ouverts aussi bien aux associations qu'aux entreprises.

Je constate d'ailleurs qu'il est de plus en plus difficile même pour des élèves de trouver des stages en entreprise en fin de 3ème ; alors, ils les trouveront aussi

largement que possible dans les associations. Ce parcours citoyen au collège sera une composante du socle commun de connaissances, de compétences et de culture, et il fera l'objet d'une validation à l'occasion de l'examen national du brevet.

Le parcours citoyen se poursuivra en dehors de l'école. A compter de la rentrée 2016, chaque jeune se verra confier un livret citoyen qui lui appartiendra en propre. Il le recevra le jour de ses 16 ans. Ce livret retracera l'histoire de tous ses engagements, chaque action y sera consignée, valorisée, chacun pourra donc revendiquer ses droits à mesure qu'il avancera dans la vie mais rappellera aussi les devoirs qu'il a accomplis. Chaque jeune sera donc inscrit dans ce parcours depuis l'école jusqu'à l'âge de 25 ans permettant de valider plusieurs temps ou formes d'engagement. Les associations -et je salue ici leurs responsables- seront forcément associées à ce parcours.

Il y a un moment dans la vie de chaque citoyen aujourd'hui : la journée de défense et de citoyenneté. Elle permet à toute classe d'âge, donc à l'ensemble d'une génération, de se retrouver pour des formations à la citoyenneté. J'ai demandé au gouvernement d'améliorer encore le contenu de ce rendez-vous et d'étudier s'il peut aller, pour l'enrichir, vers une durée plus longue, jusqu'à une semaine. Cette étape doit contribuer à orienter les jeunes vers toutes les formes d'engagement et notamment vers le Service Civique.

Le Service Civique, concernait il y a cinq ans seulement 3 000 jeunes en France. Il n'y avait pas de budget, pas de statut et donc pas de candidat. Une loi de 2010 à l'initiative de Martin HIRSCH a permis de lui donner un nouvel élan, et j'ai voulu, dès 2012, amplifier tout ce qui pouvait être fait pour accueillir le plus de jeunes possible.

Il mobilise aujourd'hui néanmoins, j'allais dire, à peine 70 000 jeunes de 16 à 25 ans. Nous en avons entendu plusieurs ici s'exprimer, ils ont effectué pour l'essentiel des missions auprès d'associations ou de grands services publics. Ils ne se sont substitués à personne, à aucun emploi public, à aucun fonctionnaire, ils se sont ajoutés à tous. Ils ont donné du mieux, pas forcément du plus, tout simplement du mieux.

J'ai annoncé, à l'occasion des vœux aux Français le 31 décembre, la généralisation du Service Civique car je veux permettre à tous les jeunes de faire cette expérience. D'ici trois ans, il devra accueillir la moitié d'une classe d'âge, soit près de 350 000 jeunes par an au lieu d'à peu près 120 000 cette année. Pour aller étape par étape vers la généralisation effective au-delà de 2020, c'est-à-dire qu'à ce moment-là, toute une génération aura pu faire un Service Civique.

Pour y parvenir, plusieurs évolutions seront nécessaires. C'est un grand défi. Je veux ici saluer François CHEREQUE qui se dévoue pour l'agence du Service Civique avec toute son équipe, une petite équipe, une équipe vaillante, une équipe jeune, une équipe dévouée mais une petite équipe, avec un petit budget et de petits locaux pour faire de grands services civiques, voilà la prouesse !

Il va donc falloir changer de dimension, augmenter d'abord le budget. Il passera de 300 millions d'euros aujourd'hui à un peu plus d'un milliard en 2018. C'est la condition pour que nous puissions proposer des missions autant qu'il est possible.

Ensuite, renforcer l'Agence du Service Civique qui deviendra un Haut-Commissariat à l'Engagement placé directement auprès du Premier ministre, parce que nous pensons que c'est le bon niveau pour qu'il y ait la mobilisation du gouvernement dans son ensemble, des ministères - et tous sont concernés - et de l'ensemble des administrations déconcentrées et notamment des préfets.

Ce Haut-Commissariat placé auprès du Premier ministre aura toute l'autorité nécessaire pour faire du Service Civique une obligation, mais une obligation d'abord pour les administrations, pour les ministères, pour les collectivités, de façon à ce que des quotas soient décidés par ministère, par département, que des missions puissent être multipliées. C'est ainsi que nous obtiendrons la généralisation et que tout jeune qui en fera la demande pourra faire dans un délai rapide le Service Civique, son Service Civique.

Les grandes entreprises publiques – pourquoi pas Radio France ?, pourront également être mobilisées et les grandes agences de l'Etat auront leurs propres obligations, c'est la condition là aussi pour que se développe le Service Civique. Je veux cependant aller plus loin. Les hôpitaux, les maisons de retraite, les établissements pour personnes handicapées et aussi l'ensemble des établissements qui reçoivent du public, tout ce qui peut faciliter un certain nombre de démarches, tout ce qui peut accompagner le plus fragile, le plus faible, le plus vulnérable. Il y a autant de besoins qu'il est possible d'imaginer et on ne me fera pas croire qu'il n'y a pas de missions à offrir dans tous les niveaux d'administration et dans le monde associatif qui regorge de besoins qui ne sont pas satisfaits.

Souvent, ce sont dans les collectivités où les élus sont les plus prompts à demander même le rétablissement du service national que l'on trouve le moins de Service Civique. Chacun devra se mobiliser.

Afin que tous les jeunes qui le souhaitent puissent effectuer une forme de Service Civique - car il faut être souple - et qu'ils puissent poursuivre parallèlement leurs études, d'autres modalités devront être encouragées.

Ainsi pour tous les diplômés du supérieur, pour tous les établissements qui doivent valider ces formes de réussite, il doit y avoir la réalisation d'un certain nombre d'heures d'engagement citoyen qui vaudront Service Civique.

De la même manière pour les écoles de la fonction publique, réaliser un Service Civique sous une forme ou sous une autre sera un devoir, un élément du parcours, du cursus.

Je pense aussi à toutes les formations en alternance, y compris pour l'apprentissage qui peut s'exercer aussi dans le cadre d'un Service Civique.

Que les choses soient en revanche bien claires : il ne s'agit pas de stage et encore moins d'emploi. Les entreprises privées ne pourront donc pas accueillir de Service Civique, ce serait dénaturer l'esprit même de cette grande ambition.

Les entreprises ont cependant aussi un rôle à jouer. D'abord, elles peuvent participer au financement du Service Civique et être également volontaires, je les encourage à le faire. Puis, lorsque les chefs d'entreprise cherchent des candidats sur un certain nombre de postes ou d'emplois, qu'ils pensent aux plus éloignés, ceux qui sont loin du marché du travail, les plus fragiles, mais aussi – souvent, ça peut être les mêmes – à ceux qui ont fait l'effort de s'engager, d'être dans un Service Civique, parce que ce parcours qu'ils auront fait pour les autres, ils seront capables de le mettre aussi au service de l'entreprise qui les recrutera.

Voilà ce que je voulais vous proposer, un livret, que chacun puisse avoir au cours de sa vie - nous avons bien un carnet de santé - nous devons avoir aussi un carnet de citoyen, où nous pouvons montrer, valider, enrichir le parcours d'une vie. Le Service Civique, d'abord pour une moitié d'une classe d'âge d'ici 2018, puis une généralisation au-delà de 2020.

L'engagement n'est pas simplement l'apanage de la jeunesse. Pourquoi seuls les jeunes devraient montrer l'exemple ?

C'est toute la société qui doit se mettre en mouvement. J'ai donc voulu, avec le Premier ministre, Manuel VALLS, créer une Réserve citoyenne. La Réserve est, si je puis dire, une armée de citoyens, sans arme, prêts, quelques heures par semaine, ponctuellement, lors de crises majeures, d'évènements, à venir en aide à une administration, une association, une collectivité, là aussi de manière bénévole et désintéressée.

Ces réservistes existent déjà pour la Défense nationale. On va créer une forme de Garde nationale. Cette Réserve existe aussi, dans l'Education nationale, où nous en avons eu une belle illustration, ou dans les services de santé. Lorsqu'il y a eu les attentats, les actes de guerre, au mois de novembre, beaucoup de médecins sont venus spontanément dans les hôpitaux. Ils n'étaient pas obligés de le faire, ils n'étaient pas de service mais ils sont venus parce qu'ils se sont sentis membres de cette Réserve citoyenne, au service des autres. Ces réservistes devront être demain présents dans des secteurs comme l'environnement, l'encadrement des jeunes, l'accompagnement des personnes âgées.

J'ai également ouvert il y a dix-huit mois, un chantier, là aussi qui n'appelait pas de construction, si ce n'est un appel à bâtir un monde d'engagement. L'idée de ce chantier, « La France s'engage », c'est de lancer un appel à toutes les initiatives qui existent, de détecter toutes les bonnes idées, de les labelliser, d'aider leur développement de façon à ce que chacune de ces initiatives, partout en France, puisse avoir un sens, être généralisable et s'inscrire dans une démarche collective.

C'est ce que nous avons voulu faire avec « La France s'engage » – je remercie ici tous ceux qui y ont contribué – pour fédérer, mobiliser, valoriser le dynamisme extraordinaire, la vitalité qui existe dans la société française dans tous les domaines. Nous en avons eu un exemple pour l'accueil des réfugiés. Nous pourrions en avoir d'autres, pour l'accompagnement des chômeurs, pour l'accès de tous à la culture, pour la sensibilisation à l'environnement, pour la lutte contre l'échec scolaire dans le cadre de l'Education nationale, pour l'insertion des personnes handicapées.

Il y a donc plein d'initiatives qui naissent, mais qui parfois ne sont pas connues. Le rôle de cette initiative est de les faire reconnaître, de leur donner un soutien financier et surtout de les mettre en réseau. La technologie nous y aide, nous avons besoin de réseaux, nous avons besoin de partager les idées et de montrer que c'est possible, qu'il y a des choses dont nous avons rêvé et qu'il est possible de réaliser.

En dix-huit mois, nous avons reçu plusieurs milliers de candidatures. Nous avons retenu 60 lauréats. Cela ne veut pas dire que pour les autres, il n'y ait pas eu de possibilité de faire connaître leurs résultats et de mobiliser d'autres volontaires.

Nous allons alors changer d'échelle. Il y aura à la fin du mois de janvier, un grand forum de l'engagement qui sera ouvert à tous ceux qui se reconnaissent dans ce mouvement : les associations, les fondations, les initiatives citoyennes. Nous allons travailler à lever les freins, à aider toutes les initiatives, à diffuser largement les bonnes idées, car la force d'une idée, c'est qu'elle n'est la propriété de personne. Une idée appartient à tous. C'est pourquoi il faut ne jamais capter, capturer et garder entre soi les idées qui peuvent être utiles.

C'est l'immense force que constitue le monde associatif, des millions de bénévoles, nous ne savons d'ailleurs pas les compter, tant il y a d'associations et de membres en France. Nous avons un million d'associations en France. Il s'en crée 70 000 chaque année. Elles emploient deux millions de personnes, 10 % des emplois salariés. C'est un beau visage de la France, visage du dévouement, de la gratuité, de la solidarité, de la générosité. Je veux reconnaître ce mouvement à travers les initiatives que nous allons lancer.

Dans l'engagement, nous ne manquons ni de missions, ni de besoins, ni de vocations, ni de volontaires. Chaque fois qu'un défi nous est lancé, à la France en particulier, il y a toujours au fond de notre peuple cette idée que nous pouvons inventer. Nous avons quelques prétentions qui parfois peuvent énerver un certain nombre de nos partenaires. Parce que nous pensons toujours que nous avons les idées avant les autres. Mais nous ne savons pas toujours les traduire comme les autres.

Nous devons faire en sorte que, face à des besoins qui sont immenses, nous puissions donner la chance à l'engagement. Parce que l'engagement est une chance et que tout ne se réduit pas simplement à des produits échangés sur les marchés, qu'il y a quelque chose qui ne se mesure pas et qui est justement le partage, la solidarité et l'engagement.

J'ai beaucoup parlé de Patrie, non pas pour faire surgir je ne sais quel sentiment où l'on devrait se regrouper ensemble et avoir peur des autres, non la Patrie telle que nous la concevons est une ouverture, un idéal que nous partageons. Ce sont des principes et des valeurs, ces valeurs mêmes que vous avez illustrées dans vos timbres : Liberté, Egalité, Fraternité. La patrie, c'est être capable de donner un moment à ce que nous avons choisi, une part de notre vie, de notre temps et peut-être même un moment de ce qui fait l'essentiel d'une existence.

Nous sommes capables de donner parfois plus à notre patrie qu'à notre famille, car il y a quelque chose qui nous dépasse. C'est ce que je veux installer ici, la belle idée de la Patrie au service du monde. C'est ce que la France a toujours proclamé. La France n'est pas une Nation comme les autres. C'est une Nation universelle. La France est celle qui est capable de donner ce qu'elle a construit pour elle-même, non pas comme un modèle, mais comme un don, comme une langue que l'on offre en partage.

L'engagement, c'est ce que j'étais venu ici vous dire, est ce qui fonde le contrat social, c'est-à-dire l'idée que nous sommes dans la même société. C'est ce qui donne du sens à la cohésion nationale et ce qui fait le mouvement qui permet le progrès.

Le 11 janvier dernier, il y a un an, vous marchiez. Des citoyens s'étaient eux aussi mis en mouvement pour dire ce qu'ils ne voulaient pas. Aujourd'hui, un an après, nous devons avancer pour décider de la France que nous voulons faire et réaliser la République de demain. Aujourd'hui, c'est vous qui allez avancer, c'est vous qui allez continuer sur le chemin, c'est votre génération, celle qui a été attaquée, sur ces terrasses, dans ces lieux de culture, près d'un stade à Saint-Denis. C'est vous qui étiez visés, vous, la génération, vous, la France, vous, l'idéal que nous avons aujourd'hui transmis et qui est entre vos mains.

Alors, avancez, marchez, allez aussi loin que possible et je ne vous souhaite pas ici simplement une bonne année, je vous souhaite une belle vie, une vie à la hauteur de la France et de la République !

Merci.